32 • TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

La qualité de l'air s'améliore à Paris

La diminution de la pollution de l'air constitue une priorité de notre action municipale. Depuis 2001 et l'élection de Bertrand Delanoë, notre politique porte ses fruits car la pollution s'amenuise chaque année. Principale source de pollution, la circulation automobile continue de diminuer : ainsi, l'année dernière, les voitures en circulation ont diminué de 4,8 % par rapport à 2016, ce qui constitue une baisse sans précédent. En septembre 2017, leur nombre a même baissé de 10 % par rapport à l'année précédente, et de 8 % en octobre. Cette baisse se poursuit en 2018 : en janvier, la circulation a encore reculé de 4,5 % par rapport à 2018. Mais nous devons encore amplifier notre lutte car les niveaux d'exposition au dioxyde d'azote et aux particules fines restent supérieurs aux seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé, dans Paris intra-muros où se concentre l'essentiel de la pollution. Tous les spécialistes connaissent le lien entre la pollution de l'air et la recrudescence de certaines maladies, notamment chez les plus fragiles, comme les enfants et les seniors. Plus de 7 millions de personnes en meurent chaque année dans le monde selon l'OMS. Afin de lutter contre ces effets néfastes, Anne Hidalgo et son équipe mettent en œuvre un plan ambitieux d'amélioration de la qualité de l'air, qui allie des aides incitatives en faveur des mobilités propres et des restrictions progressives de circulation pour les véhicules les plus polluants. De même, Paris développe les transports en commun en finançant plus de 30 % du budget du syndicat des transports d'Île-de-France. Cette politique donne des résultats concrets : en effet, Airparif a récemment salué l'efficacité de la zone à circulation restreinte (ZCR) mise en place dans la capitale; il conviendrait aujourd'hui d'aller plus loin en étendant ce dispositif à l'échelle de la Métropole du Grand Paris. Nous le savons, la lutte contre la pollution demande des efforts parfois difficiles à mettre en œuvre mais elle est indispensable; elle ne réussira que si nous acceptons tous de modifier nos comportements et faisons preuve de courage politique et de responsabilité collective.

→ Retrouvez-nous sur Twitter et Facebook @ElusPSParis

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE

De nouvelles frontières pour le logement

Les années passant, le logement continue d'être la première préoccupation des Parisiennes et des Parisiens. Cette situation dure, tant à cause de l'absence de solutions apportées, que d'un marché immobilier très tendu. Avec un marché à 9 000 € le m², l'accession à la propriété à Paris est hors de portée des classes moyennes. Le parc social, saturé, n'offre que 11 000 places par an pour 240 000 demandeurs. Les

locataires du parc privé dont les besoins augmentent avec l'évolution de leurs situations familiales doivent se résigner à se tasser dans un logement trop petit ou à traverser le périphérique. Pour toute réponse, la Ville se borne à créer du logement social en trompe-l'œil. En 2016, sur les 7 977 logements sociaux « produits », 5606 émanaient d'un conventionnement de logements existants - et déjà occupés. Quant aux « véritables » 2371 constructions, 2/3 d'entre elles ont nécessité la démolition de logements existants. La Ville tente également de densifier la moindre parcelle encore disponible: dents creuses, sous-sols, emprises ferroviaires, mais aussi constructions en hauteur, solution loin d'être plébiscitée par les Parisiens. Cette offre nouvelle de logements est marginale et se fait au détriment d'une densité extrême, Paris étant la ville la plus dense d'Europe. Ce n'est pas sans incidence sur la qualité de vie, les transports étant déjà saturés et les nouveaux espaces verts se résumant à des abribus végétalisés. Tout ceci nécessite de changer de vision et de repousser les frontières de la politique du logement de Paris, à l'échelle d'une Métropole qui ne manque pas, elle, de foncier disponible. La Ville de Paris pourrait participer au financement de logements et d'équipements pour les classes moyennes dans la Métropole, sans pour autant répéter les errements urbanistiques du passé. Si plusieurs sensibilités politiques se retrouvent sur cette vision nouvelle, nous pourrons bâtir un projet réaliste, dans un périmètre nouveau, pour augmenter et diversifier une offre de logement accessible à toutes les Parisiennes et tous les Parisiens.

GROUPE LES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS

FLORENCE BERTHOUT, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Vélib': chronique d'un fiasco annoncé

Vélib' est victime d'une sortie de route au terme d'une succession d'erreurs de la Ville de Paris et du nouvel exploitant, Smovengo. C'est la Ville de Paris, et elle seule, qui a choisi le mauvais prestataire, au terme d'une procédure qu'elle a conduite de A à Z. En écartant systématiquement l'opposition du processus d'appel d'offres, la maire de Paris a privé sa décision de toute garantie. Majoritaire au sein du Syndicat mixte Autolib' Vélib' Métropole, Paris a pu imposer son candidat aux autres communes. Le choix d'une entreprise sans référence solide pour déployer 1400 stations et 24000 vélos sur la métropole faisait craindre le pire. À Montpellier, le service ne donne ainsi pas satisfaction alors qu'il est limité à 600 vélos. La transition n'a pas été suffisamment anticipée, comme en témoigne l'ouverture de 64 stations sur les 600 prévues au 1er janvier 2018. Alors que Smovengo n'a jamais exploité de vélos électriques, la Ville de Paris ne lui a même pas fourni le plan du réseau électrique. Le retard pris dans le déploiement des stations n'était que la partie émergée de l'iceberg. Pour les abonnés, l'utilisation du Vélib' relève de l'exploit tant ils doivent conjuguer au quotidien avec les vélos bloqués en station, les erreurs de facturation qui entraînent le blocage de leur compte ou encore un service client défaillant. Incapable d'honorer son contrat, Smovengo a dû revoir le service à la baisse. Les vélos à assistance

À PARIS - Été 2018

Ces tribunes n'engagent pas la rédaction.

électrique ont été retirés alors qu'il s'agissait de LA nouveauté attendue. Les défauts de conception du service, le désistement des sous-traitants et le climat social délétère au sein de l'entreprise empêchent de fixer une date de déploiement complet du service. La maire de Paris doit enfin assumer ses responsabilités pour sortir rapidement Vélib' de l'ornière. Sans attendre, il faut faire toute la transparence sur la capacité de Smovengo à respecter ses engagements. Ensuite, il faudra prendre les décisions qui s'imposent pour garantir aux Parisiens le retour à un service de vélos en libre-service fiable et performant.

> Retrouvez-nous sur groupeles republicains.paris

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE NICOLAS BONNET-OULALDJ, PRÉSIDENT DU GROUPE

L'hyperconsommation n'est pas un projet pour Paris

Les commerçants parisiens sont actuellement menacés. Une nouvelle guerre commerciale est engagée dans le secteur du commerce alimentaire : le nombre des chaînes de supérettes a explosé dans la capitale: plus de 100 % en 10 ans. En raison des forts coûts d'entrée, coûts du foncier, de la logistique, seules ces chaînes de la grande distribution peuvent s'installer. Pour se développer, elles multiplient les stratégies agressives et proposent de nouveaux services pour prendre l'avantage sur leurs concurrentes. Ouverture 24h/24, service de livraison dans l'heure grâce à des plateformes Internet, repoussent encore plus loin les logiques de la société de l'hyperconsommation et constituent un avantage concurrentiel sur les commerces de proximité. L'autorité de la concurrence devrait pouvoir se prononcer, nous le demandons! Nous souhaitons protéger les commerçants parisiens. Pour cela, le groupe communiste a porté deux propositions phares. Le label « Fabriqué à Paris » qui garantit visibilité au fabricant et qualité au consommateur, et les Halles alimentaires qui permettent un accès à une alimentation saine à toutes et tous et une juste rémunération des producteurs grâce aux circuits courts et locaux.

Tous les grands groupes, eux, bénéficient d'économies d'échelle, sans compter les politiques salariales et de gestion du personnel qui tirent les salaires vers le bas, diminuent les prix et augmentent les profits. La course effrénée à la consommation menace de redessiner notre ville en la vidant de ses petits commerces. Nous nous étions opposés à la volonté du gouvernement de faire de Paris une ville consacrée aux grandes enseignes et aux touristes en autorisant l'ouverture de tous les commerces le dimanche. Il en est du rythme de la ville comme de son urbanisme. On s'apercevra dans 20 ans que l'ouverture non-stop des commerces à Paris aura modifié le visage de la ville et il faudra 20 ans pour reconstruire une convivialité commerciale! Ce n'est pas notre vision de Paris ni notre projet de société. Nous défendons un Paris pour toutes et tous, un Paris où l'on peut vivre et travailler dignement, un Paris où l'on peut respirer sans être sans cesse sollicité par la société de consommation.

GROUPE ÉCOLOGISTES DE PARIS

DAVID BELLIARD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Le viager public pour vivre plus longtemps chez soi

Les personnes de plus de 60 ans sont aujourd'hui 460 000 à Paris et, à l'horizon 2040, elles devraient représenter le quart des Parisien.ne.s. Dans notre ville, le vieillissement de la population et la précarisation de nos aîné.e.s sont des réalités que nous devons prendre en compte : ce sont 9,5 % des plus de 75 ans et 15,5% des 60-74 ans (contre 10% dans le reste de la France) qui vivent sous le seuil de pauvreté! Pour répondre aux besoins spécifiques des seniors, alors que la retraite n'est plus synonyme de vieillesse, maladie ou handicap, la collectivité doit innover. Innover pour répondre notamment aux nouvelles dépenses, qu'elles soient médicales - conserver son autonomie le plus longtemps possible, nécessitant l'embauche d'aides à domicile ou à la réalisation de travaux d'aménagement - ou du quotidien - faciliter ses déplacements, maintenir sa vie sociale, etc. Nous avons proposé et obtenu au Conseil de Paris du mois de mars 2018 la création d'un viager public solidaire à Paris! Bien que l'immobilier reste une valeur refuge, la propriété ne suffit souvent plus à protéger de la pauvreté à l'âge de la vieillesse. Le viager municipal apportera ce complément de revenus, de la part d'une institution publique solide, à toute personne retraitée propriétaire mais aux revenus modestes, faisant face à des difficultés pour payer ses frais médicaux, l'adaptation de son logement ou de façon générale ses frais liés à la perte d'autonomie. C'est une opportunité pour l'amélioration du confort de vie des seniors que nous proposons! La mise en place d'un viager municipal sera également bénéfique à toutes et tous : en effet, chaque logement vendu en viager public et solidaire pourrait devenir un logement social à l'issue du viager. Ce dispositif permettrait d'accompagner l'objectif municipal de création de logements sociaux partout dans la ville et de promouvoir la mixité sociale à Paris.

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

LAURENCE GOLDGRAB, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Paris apaisée : luttons contre les nuisances sonores

Selon le *Guardian*, Paris serait la troisième ville la plus bruyante du monde. Le bruit a un impact sur la qualité de vie et sur la santé, c'est une source de pollution qu'il faut combattre. Mis à part les effets auditifs connus tels les acouphènes ou l'extrême sensibilité aux sons, le bruit peut également produire des troubles du sommeil, du comportement, et à long terme aggraver les pathologies cardiaques. Une étude récente de Bruitparif estime que les véhicules deux-roues motorisés sont la principale origine du bruit dans la capitale. Cependant, ces nuisances sonores sont surtout occasionnées par des deux-roues motorisés à des régimes moteurs

Été 2018 – À PARIS

34 • TRIBUNES

anormalement élevés, qui modifient leurs dispositifs d'origine ou qui adaptent des versions non homologuées de pots d'échappement. Si la qualité de l'environnement sonore à Paris est en amélioration, notamment grâce à des mesures que nous avions soutenues, comme la baisse de la limitation de vitesse à 70km/h sur le périphérique ou l'augmentation du linéaire de voies à 30km/h, nous devons rester vigilants. Le groupe RG-CI, soucieux de la santé des Parisiens et du respect des normes en la matière, rappelle la nécessité d'avoir un cadre apaisé pour notre ville. En ce sens, le 20 mars 2018 nous avons adressé une question écrite à la Préfecture de police sur les actions menées contre les nuisances sonores à Paris, celle-ci est restée sans réponse. Les nuisances sonores gênent de nombreux Parisiens, nous renouvèlerons donc nos demandes d'informations à la Préfecture de police. Nous souhaitons un bilan des actions menées depuis 2012 pour lutter contre les nuisances sonores, ainsi qu'un détail des infractions constatées pour l'émission de bruit, pour circulation non soumise à réception ainsi que pour commerce de pots d'échappement non homologués. Cette réflexion sur le bruit concerne tous les Parisiens, mais surtout ceux des abords du périphérique, c'est pourquoi les élus du groupe RG-CI y sont particulièrement attachés.

- → groupe-prgci-paris.com
- → Twitter: @GroupeRGCI

GROUPE LES PARISIENS PROGRESSISTES, CONSTRUCTIFS ET INDÉPENDANTS

ALEXANDRE VESPERINI, PRÉSIDENT DU GROUPE

De la démocratie à Paris

Délibérer de l'achat d'ustensiles de cuisine pour les pompiers de Paris ou discuter de l'insuffisant nettoyage des vitres dans nos écoles élémentaires, bavarder lors de débats inutiles car sans vote, s'émouvoir de l'immobilisme de l'État et des Nations-Unies sur des causes internationales pourtant très éloignées des enjeux municipaux pour lesquels nous avons été mandatés, siéger pendant des jours entiers à l'Hôtel de Ville bien souvent en l'absence de la maire de Paris elle-même... Tel est désormais le lot commun des séances du Conseil de Paris. Ce dernier n'est en effet plus une véritable assemblée municipale, mais le reflet d'un monde archaïque où les décisions les plus importantes sont prises hâtivement dans un couloir, où les débats publics sont devenus secondaires et caricaturaux. Comment se fait-il par exemple que les élus parisiens n'aient pas donné leur avis en amont sur l'installation des tulipes de Jeff Koons ou sur les conditions d'organisation du Grand Prix de Formula E? Comment expliquer qu'en revanche 42 % du temps de parole du dernier Conseil de Paris aient été consacrés aux vœux non rattachés, c'est-à-dire sans aucun rapport avec l'ordre du jour

initial? Est-il sérieux de ne jamais tenir de commission permanente et de réunir 7 commissions thématiques sans qu'il n'y ait de vote sur aucune délibération et sans compte-rendu en ligne, comme c'est le cas au Parlement? Dans les métropoles voisines, la démocratie locale est marquée par l'efficacité et la transparence : à New York, les conseils municipaux ne dépassent pas la journée et regroupent 51 élus pour 8 millions d'habitants; au Royaume-Uni, l'assemblée du Grand Londres est composée de 25 membres élus assurant la gestion de 14 Mds€ (le double du budget de Paris), avec des tribunes du public remplies, contrairement à Paris, où les habitants ne s'y pressent guère. Au lieu d'organiser une pseudo-votation citoyenne pour ou contre la voiture individuelle polluante, Mme Hidalgo ferait mieux d'associer enfin les Parisiens et leurs élus aux décisions qui les concernent.

GROUPE DÉMOCRATES ET PROGRESSISTES

JULIEN BARGETON, FADILA MEHAL, ANNE-CHRISTINE LANG, THOMAS LAURET. DIDIER GUILLOT

Nouveau souffle pour les politiques sociales

Paris, du fait de son attractivité, de son histoire et de son statut particulier, a toujours attiré à la fois richesse et pauvreté. Mais si la lutte contre la grande exclusion est la Grande cause de la mandature actuelle, force est de constater que les problèmes liés à la pauvreté persistent dans la capitale. Dans le même temps, les politiques sociales de la Ville ont besoin d'un nouveau souffle et d'une refonte à l'aune des crises contemporaines qui accentuent les difficultés anciennes. Prenons en compte la métropole du Grand Paris, la meilleure échelle pour mener cette lutte contre la précarité. Modernisons réellement et repensons globalement nos aides et actions de solidarité et d'intégration. Les dispositifs se sont stratifiés sans être ni réévalués ni revus. Plusieurs dizaines d'aides existent. Elles sont souvent compliquées à obtenir. Elles doublonnent parfois avec les aides étatiques sans que les potentiels bénéficiaires ne le sachent toujours. Renforçons donc la lisibilité, la cohérence, l'équité des actions à mener pour davantage d'efficacité. Développons ainsi les partenariats innovants, travaillons avec les communes voisines, articulons mieux les différents services. Des phénomènes nouveaux sont effectivement apparus (mineurs étrangers isolés, flux migratoires, enfants mendiants, etc.), sans que la logique et l'organisation de nos politiques sociales s'y adaptent totalement. Un plan « Zéro enfant à la rue », dépassant les cloisonnements géographiques et administratifs habituels, serait de nature à faire converger toutes les énergies et les bonnes volontés, à partir du terrain. Les Parisiens souhaitent que la situation s'améliore, sans que Ville et État ne se renvoient sans cesse la balle des responsabilités. Les Parisiens ne connaissent ni tous les sigles ni la complexité administrative : ils veulent des solutions concrètes aux difficultés réelles qu'ils constatent tous les jours (coût du logement, crèches et gardes d'enfant, prise en charge de la dépendance des personnes âgées). Car le social aussi doit être le lieu de l'innovation et de la transformation.

À PARIS - Été 2018

Ces tribunes n'engagent pas la rédaction.